

« Penser la défense dans un sens global »

L'alliance Trump-Poutine ébranle le monde, et la construction d'une défense européenne est désormais une priorité. Mais qu'est-ce qui est vraiment à « défendre », et avec quels moyens, si c'est le devenir de l'humanité qui est en jeu ? Une question essentielle pour le philosophe Patrick Viveret ⁽¹⁾, cofondateur de « Dialogues en humanité » ⁽²⁾.

En quelques semaines notre monde semble avoir basculé dans une autre dimension, même si depuis un certain temps nous ne pouvions que constater la remise en cause des règles qui régissent le monde depuis 1945. Est-ce une nouveauté ?

Il ne faut pas sous-estimer ce moment critique particulier que constitue l'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis. Certes des signaux antérieurs étaient déjà manifestes mais il y a une réelle accélération et une véritable aggravation dans l'abandon de toute idée de rapports internationaux fondés sur le droit : on est dans une logique de la force, comme le montrent les proclamations sur le Mexique, le Canada, le Groenland ou Gaza. Il y a là une bascule importante et particulièrement grave.

Pour autant on pouvait en repérer des traces antérieures : d'une part un phénomène largement dénoncé, par les courants qui se réfèrent à la DUDH ⁽³⁾, à savoir que la vision dite occidentale qui se revendique des droits humains était hypocrite ; dans la réalité, on ne répugnait pas à s'accommoder de situations inacceptables et soutenir des dictatures ⁽⁴⁾ ; d'autre part le recentrage des pré-occupations des Etats-Unis vers les enjeux du Pacifique, qui les conduisait à considérer les enjeux européens comme secondaires : on l'avait déjà vu dès la présidence d'Obama.

Mais avec Trump, on a un élément spécifique nouveau : ce n'est plus, comme dans sa première mandature, un problème lié à sa personnalité. C'est le problème du trumpisme marqué par une vision mondiale qui explique l'alliance avec Poutine : une vision stratégique, fondée sur la force et non le droit, une vision qui est celle d'un suprémacisme blanc, une vision organisée autour de l'idée d'une guerre de civilisations qui s'appuie sur les courants

« L'Europe est menacée principalement dans son cœur démocratique, humaniste et –j'ajoute– écologique : n'oublions pas qu'un des points communs de l'axe Trump-Poutine c'est le négationnisme, certes historique, mais aussi écologique. »

les plus intégristes du christianisme (les évangélistes du côté de Trump, l'église orthodoxe russe du côté de Poutine...). Nous sommes face à mouvement plus fondamental qui va au-delà du seul personnage de Trump, et dont on ne peut sous-estimer la gravité. De ce point de vue le rôle de J. D. Vance, plus jeune et porteur d'une radicalité quasiment néofasciste, est significatif.

Quelles peuvent en être les conséquences pour l'Europe et la France ?

Elles sont bien sûr considérables puisque depuis les années 1950 toute la défense de l'Europe a été pensée comme dépendant du pilier américain. De Gaulle a été un des rares à y percevoir un risque réel. Mais tout dépend ce qu'on entend par « Europe ». Si on la considère comme territoire physique on peut avoir, même au sein du territoire de l'UE, des forces proches de Trump et Poutine, comme c'est le cas avec Orban, avec Meloni en Italie, ou avec des forces politiques d'extrême droite comme le RN ou une partie de la droite en France (positions de type Fillon) : on ne peut donc pas réduire la question à la défense de l'Europe d'un point de vue territorial.

En effet l'Europe est menacée principalement dans son cœur démocratique, humaniste et –j'ajoute– écologique : n'oublions pas qu'un des points communs de l'axe Trump-Poutine c'est le négationnisme, certes historique, mais aussi écologique. De fait, si on se pose la question « que veut-on défendre ? », on voit qu'un de premiers risques majeurs est le risque écologique qui menace l'ensemble de l'humanité, avec la perspective d'avoir

(1) Auteur, avec Julie Chabaud, de *La Traversée*, Les liens qui libèrent, 2023.

(2) Festival citoyen né en 2002 dont l'objectif est de partager les expériences de chacune et chacun, à travers d'agoras à ciel ouvert et d'ateliers créatifs et artistiques qui rassemblent des personnes issues de tous les milieux et tous continents (<https://dialoguesenhumanite.org>).

(3) Déclaration universelle des droits de l'Homme.

(4) Par exemple le soutien des Etats-Unis à des dictatures en Amérique du Sud ou la façon dont les résolutions de l'ONU sur Israël-Palestine ont été régulièrement bafouées sans réaction sérieuse des pays occidentaux.

(5) Rappelons la déclaration du patron d'AXA disant qu'avec une augmentation de la température supérieure à quatre degrés, il ne saurait plus comment assurer quoi que ce soit.



Si la défense de l'Europe se traduit par une militarisation croissante de la société au détriment de la prise en compte des risques écologiques, sanitaires et sociaux, on affaiblira cette capacité de défense au lieu de la renforcer.

des catastrophes de plus en plus dévastatrices, y compris sur le plan économique⁽⁵⁾. Tout cela oblige l'Europe à penser la nature de sa défense en termes de droits, d'humanisme, de risques écologiques, et à penser sa contribution à ce qu'on peut appeler une défense de l'humanité elle-même, comme « peuple de la Terre ». Cette approche peut paraître utopique mais en réalité elle est très concrète : les deux menaces vitales pour l'humanité, qui mettent en jeu son existence même, sont d'un côté la destruction de son environnement, de sa niche écologique, qui rendrait la planète inhabitable, et de l'autre une autodestruction par la guerre qui soit l'anéantirait physiquement par le recours aux armes de destruction massive, comme le nucléaire, soit la ferait régresser moralement et spirituellement (au sens laïc du terme), en la plongeant dans la barbarie. C'est par rapport à ces risques que le rôle de l'Europe est essentiel : ce n'est pas seulement ni même principalement la défense territoriale de l'Europe qui est en jeu.

Mais est-ce que l'Europe a la capacité de jouer ce rôle et à quelles conditions ?

Bien sûr l'Europe a vu ses capacités se réduire : d'une part elle s'est reposée pour sa défense sur l'alliance atlantique, d'autre

part elle ne s'est pas posé vraiment la question de la nature des menaces et des réponses à y apporter. Elle subit donc un double électrochoc : non seulement le renversement de vision géopolitique, mis en œuvre brutalement par Trump, empêche l'Europe de continuer à être dans la facilité de l'alliance atlantique, mais de surcroît elle est obligée de se poser la question : que voulons-nous défendre, précisément ? Quand on parle de défendre des valeurs fondamentales, des droits, des libertés, on se rend bien compte que le poutino-trumpisme a aussi des racines au cœur de l'Europe, qu'il s'agisse de certains gouvernements ou de mouvements politiques : par conséquent, la lutte est aussi culturelle. Si la défense de l'Europe se traduit par une militarisation croissante de la société au détriment de la prise en compte des risques écologiques, sanitaires et sociaux, on affaiblira cette capacité de défense au lieu de la renforcer. J'étais récemment à une rencontre du collectif des associations citoyennes victimes de coupes budgétaires qui mettent en jeu leur existence : il est évident que si des mouvements qui défendent les droits, la qualité des services publics ou l'écologie se voient menacés de disparition ou d'affaiblissement dramatique, ce sont autant d'éléments de défense qui seront diminués, si l'on pense la défense dans le sens global et systémique que j'utilise.

« C'est un double électrochoc que l'Europe subit : non seulement le renversement de vision géopolitique, mis en œuvre par Trump, empêche l'Europe de continuer à être dans la facilité de l'alliance atlantique, mais de surcroît elle est obligée de se poser la question : que voulons-nous défendre, précisément ? »

On entend d'ailleurs une petite musique selon laquelle on doit investir dans la défense et donc faire des sacrifices en matière sociale, culturelle. N'y a-t-il pas un risque de rupture au sein de la société ?

Tout à fait. Il faut prendre la question de la défense comme un ensemble global et ne pas la réduire à son aspect purement militaire. D'ailleurs, à chaque fois que les pays occidentaux ont mené des guerres sur des bases purement militaires ou pour des raisons purement économiques, ils ont fini par les perdre : ce fut le cas pour les Etats-Unis au Vietnam, en Irak, en Afghanistan, tout comme pour l'URSS dans ce dernier pays, mais aussi en Europe de l'Est ; même chose pour la France au Vietnam et en Algérie. Sans une forte légitimité et un fort appui culturel et social à une politique de défense, c'est l'échec. La seule victoire significative du monde qui se dit libre, c'est la chute du mur de Berlin : elle repose sur le fait que le désir de liberté était plus fort que le modèle basé sur la crainte et la répression, et sur la décomposition de l'URSS. Et si l'on réfléchit à l'Afghanistan, l'erreur a été de ne pas s'appuyer prioritairement sur le soutien aux femmes, de ne pas repérer les forces vives pour les renforcer. Il ne fallait utiliser l'outil militaire qu'en appui d'une stratégie fondée sur des éléments de droits. On a fait l'inverse : on a joué la carte militaire et installé des régimes dont on a ignoré la corruption à partir du moment où ils étaient pro-occidentaux. Le résultat est que les Etats-Unis et leurs alliés ont perdu sur les deux terrains : non seulement ils ont perdu au plan militaire, mais le retour des talibans se traduit par une régression dramatique des droits, notamment ceux des femmes. Il faut penser la question de la défense à l'inverse : je ne nie pas qu'il y ait des aspects militaires mais ils ne peuvent pas être exclusifs et surtout leur financement ne peut pas se faire au détriment d'éléments culturels, écologiques et sociaux qui sont déterminants sur le terrain de la défense elle-même.

Tout cela ne peut se faire si la société civile ne joue pas pleinement son rôle...

Exactement, et on voit bien que face à cet axe Trump-Poutine les résistances les plus fortes viennent déjà du côté des sociétés civiles ou des sociétés civiques plus que des Etats eux-mêmes : elles sont beaucoup plus libres d'énoncer la nature des adversaires, des risques et des menaces et, pour y répondre, il ne faut pas commencer par détruire ou réduire la capacité de ces forces de résistance créative.

Il ne faut pas oublier le reste du monde et en particulier les pays dits du Sud qui sont traversés par de multiples rapports de force : comment les associer à cette résistance ?

C'est une question essentielle et pour y répondre de façon pertinente, il faut s'interroger sur les menaces qui pèsent sur l'humanité et sur la défense de l'humanité elle-même : on comprendra vite que l'on a besoin du Brésil de Lula, des pays d'Afrique qui sont attachés à la démocratie et de toutes les sociétés civiles, y compris celles qui sont sous la coupe de régimes autoritaires car on peut espérer qu'elles parviennent à se libérer, comme on l'a vu dans le passé avec les printemps démocratiques des peuples arabes, la lutte victorieuse contre l'apartheid en Afrique du Sud ou contre les dictatures en Amérique du Sud. L'intégration complète des enjeux des pays du Sud qui représentent la majorité de la planète

« Il nous faut à la fois être dans des stratégies défensives pour éviter le pire et aussi imaginer ce que pourrait être une situation post-Trump, Poutine, Xi Jinping et alii, une situation où nous nous serions libérés du poids des logiques autoritaires, oligarchiques, fondamentalistes. »

est une condition d'une nouvelle vision géopolitique que, dans notre livre, on appelle une « géo-écologie de l'humanité ». Cela permettrait d'éviter un autre risque, celui d'un affrontement Sud global contre Nord global, qui pourrait aboutir au recul des droits humains et notamment ceux des femmes.

Le droit international et surtout les instances qui en sont chargées semblent fortement menacés. Peut-on les sauver ?

Il est important de considérer aussi les points d'appui institutionnels d'une résistance créative. Même s'ils sont menacés ils existent encore, que ce soient l'ONU, la Cour pénale internationale (CPI), les éléments du droit international... Et nous avons besoin d'articuler des stratégies défensives et des stratégies dynamiques. Je crois important d'appuyer les efforts du secrétaire général de l'ONU, de soutenir la CPI, de pratiquer ce que Cornelius Castoriadis appelait la dialectique de l'instituant et de l'institué. Les sociétés civiles qui sont du côté de l'instituant doivent avoir un rôle important mais il est tout aussi important de repérer dans l'institué ce qui est à défendre et peut constituer des points d'appui pour un futur désirable. Si on prend l'exemple de la Résistance française, ce qui a été essentiel ce fut la capacité de débloquent l'imaginaire sur ce que serait l'après-Libération : les « Jours heureux » ne sont pas seulement le résultat d'un accord de sommet, ils sont aussi le produit d'un mouvement d'imagination démocratique qui avait été libéré dans les maquis, parce qu'on osait se poser la question : que ferait-on après la défaite du nazisme ?

Il nous faut faire la même chose, à la fois être dans des stratégies défensives pour éviter le pire et aussi imaginer ce que pourrait être une situation post-Trump, Poutine, Xi Jinping et alii, une situation où nous nous serions libérés du poids des logiques autoritaires, oligarchiques, fondamentalistes. C'est tout l'imaginaire sur lequel nous travaillons beaucoup, dans les « Dialogues en humanité » : cela consiste à se demander ce que serait une république terrienne sur cette planète océan, et conforme à ce qu'est un avenir désirable, celui d'un pays de la Terre où existent la responsabilité écologique, la justice sociale et le respect et l'approfondissement des droits fondamentaux. Bref, une planète où il ferait bon vivre, où s'organiserait une humanité très diverse dans ses composantes mais consciente qu'elle doit franchir un saut qualitatif dans sa qualité d'humanité et son respect du vivant. ●

**Propos recueillis par Gérard Aschieri,
rédacteur en chef de D&L**